

# Sur les déclarations d'Emmanuel Macron en Israël

Quelques réflexions sur les déclarations d'Emmanuel Macron en Israël

Georges Gumpel, Campagne BDS France, le 9 septembre 2015

Emmanuel Macron – ministre de l'économie – était ces derniers jours en Israël où il s'est livré – entre la signature de nombreux contrats commerciaux juteux – à plusieurs déclarations des plus instructives.

Nous retiendrons en priorité celle faite devant les « franco-israéliens » au cours de laquelle, il a entrepris des comparaisons historiques qui ne peuvent nous laisser indifférents, que l'on soit ou non juif, mais français certainement.

Monsieur Macron a évoqué le siège de Saint Jean D'Acre imposé par Bonaparte en 1799 au cours de la campagne d'Egypte aux habitants de la ville qui refusaient de capituler, la jambe perdue auparavant à Sedan par le général de Caffarelli du Falga.

Il n'a pas expliqué à nos « demi- compatriotes » que cette guerre de conquête entreprise par Bonaparte en Egypte et les crimes commis tout au long (ceux commis à Saint Jean d'Acre particulièrement), étaient en réalité les premiers massacres coloniaux modernes, rappelant – involontairement – la filiation politique absolue entre les conquêtes coloniales européennes de la fin du XVIIIe siècle, celles du XIXe siècle et le sionisme, dès sa naissance.

Plus que cette jambe perdue à Sedan par un coupeur de têtes, Emmanuel Macron aurait dû rappeler les mots de Bonaparte, devenu Empereur ensuite, affirmant dans ses confidences à Madame de Rémusat: « *En Egypte, je me trouvais débarrassé du frein d'une civilisation gênante. Je rêvais toutes choses et je voyais les moyens d'exécuter tout ce que je rêvais* ».

Ces freins, d'une civilisation gênante – cette civilisation

occidentale naissante au lendemain de la Révolution française – ont depuis toujours été rompus par les gouvernements israéliens successifs devenus maîtres, depuis la Nakba, de la colonisation, l'occupation, la répression du peuple palestinien, l'apartheid et la destruction de la Palestine.

Ailleurs, et devant un autre auditoire, Emmanuel Macron, ministre de l'économie, a fait un parallèle malhonnête entre la Shoah et BDS, reprenant à son compte les accusations mensongères du CRIF et de ses agents, affirmant que le BDS était interdit en France (depuis quand Monsieur Macron ?), martelant dans la foulée : « les Juifs sont chez eux en France, pas les antisémites ».

Qu'est-ce à dire Monsieur le ministre : que la campagne BDS – Boycott, Désinvestissements et Sanctions – serait une campagne antisémite ?

Que la société civile française, celle qui s'engage de plus en plus nombreuse dans la campagne BDS serait toute entière antisémite ?

Comme le serait la société civile mondiale, elle aussi engagée dans ce large mouvement pacifique et non violent ?

Quand nous ne cessons d'expliquer que la campagne BDS est tout sauf antisémite, qu'elle ne concerne que la politique israélienne à l'encontre du peuple Palestinien, tous les Palestiniens, où qu'ils soient et jamais les Juifs israéliens en tant que tels, les Juifs français, moins encore, quelques soient leurs positions vis à vis d'Israël ?

Amalgame et chantage malhonnêtes que nous ne pouvons accepter, pas plus que les menaces sous-jacentes que ceux ci laissent présager.

La société civile est majeure, consciente, elle ne peut se laisser intimider par ces amalgames sans principes.

Elle n'est ni raciste ni xénophobe à l'inverse des hommes politiques au pouvoir.

Elle n'est pas antisémite à l'inverse des groupuscules d'extrême droite qui ont pignon sur rue et distillent leur venin à longueur de temps en toute liberté.

Elle est généreuse plus exactement, soucieuse de l'application

du droit international en faveur des Palestiniens, exigeante à propos du respect du droit international par Israël, puissance occupante.

En réalité, et bien qu'involontairement, Emmanuel Macron, ministre de l'économie, a clairement mis en évidence la continuité – sur la longue durée – de la politique coloniale française au Moyen-Orient, sa complicité avec le régime d'apartheid israélien, les liens idéologiques qui unissent la France et Israël.

Confirmant – involontairement toujours – les analyses pertinentes faites par la société civile palestinienne en 2005 lorsque celle ci a lancé son appel à la société civile mondiale pour que celle ci s'empare de l'arme pacifique qu'est la campagne BDS.

D'une certaine manière, nous ne pouvons qu'être reconnaissants envers Monsieur Emmanuel Macron, ministre de l'économie, pour cet éclairage honnête de la vision politique française au Moyen-Orient, celle sur la Palestine particulièrement.

Nous ne pouvons que le remercier d'être allé dans les salles du musée du Louvre chercher son inspiration auprès des tableaux peints à la gloire du colonialisme français naissant pour illustrer la persistance de la France dans sa vision coloniale du monde.

Nous nous plaisons même à imaginer, qu'au cours de cette visite instructive, il était accompagné par la jeune et brillante ministre de la culture israélienne Miri Réguev qui vient de déclarer que les femmes palestiniennes du village de Nabi Saleh qui ont sauvé un gamin blessé de 12 ans des griffes d'un vaillant soldat de Tsahal auraient dû être abattues !

Serait-ce Monsieur Macron de l'antisémitisme, que de dire que nous sommes horrifiés par ces propos ?

C'est pourquoi, et plus que jamais, nous sommes déterminés à développer, partout en France, le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien opprimé, à dénoncer le soutien et l'impunité dont bénéficie Israël.